



**07 novembre 2011**

## *Après la réunion du G20*

**A**vec le FMI, la BCE, l'OMC, DAVOS, le G20 et les agences de notation, le capital international s'est doté d'organisations destinées à gérer les intérêts contradictoires qui s'exacerbent de plus en plus à l'échelle mondiale.

A cette réunion du G20, les gouvernants des états les plus puissants (80% de la production mondiale) sont venus défendre les propres intérêts de chacun d'eux. Tant pis ceux des autres pays qui ne sont pas représentés. Ce G20 revêt une particularité avec la crise de l'euro et la situation politique et économique en Grèce. La force de la réaction du peuple grec qui refuse dans la lutte, la mise à mal de ses acquis sociaux, la régression économique et la mise sous tutelle de leur pays, a troublé le jeu.

Les sommets européens de la semaine précédente avaient tout réglé. Les gouvernants tout sourire avaient sauvé parait-il l'Europe et l'euro sans préciser les conséquences de ce sauvetage et surtout qui allait payer. Les Grecs, eux avaient une réponse à cette esquivé. Dans un pays où 43% des jeunes grecs de moins de 24 ans sont au chômage, où la baisse des salaires est estimée à près de 12%, où le taux de pauvreté atteint 20% de la population, le peuple grec a imposé un premier recul à Papandréou ; l'annonce du référendum a entraîné une grosse colère des promoteurs de l'accord de Bruxelles et un déchaînement médiatique visant à mettre le peuple grec à l'index. C'était prévisible, car on est loin dans le contexte grec, des « négociations » sur les reculs entre « partenaires sociaux ». Et malgré les magouilles politiciennes, la répression, les menaces, la mobilisation autour d'organisations de classe tient bon. Les grecs refusent de subir la loi du capital.

Qu'il s'agisse de la Grèce ou les autres pays d'Europe en difficulté, le G20 veut régler le problème en faisant payer la note aux peuples. Car il veut tenir son objectif de baisser le coût de la force de travail partout. Mais la soumission des peuples n'est pas acquise loin s'en faut. Les luttes diverses selon les pays s'amplifient, les mécontentements grandissent. La nécessité pour le capital d'harmoniser les positions, de tenir des discours concertés et relayés par les médias est impérative pour tenir sa position dominante. Un discours où se mêlent les menaces, la culpabilisation et le fatalisme.

Le G20 de Cannes où se sont mêlés l'économie et l'avenir politique de certains a donc « convaincu » Papandréou de renoncer au référendum et il tend la main à la droite pour poursuivre sa politique. Un gouvernement d'union nationale est pour les réformistes un usage courant quand il s'agit de sauver le capital. Ils sont au pouvoir pour cela. Le G20 s'est donc achevé après une mise en demeure à l'italien Berlusconi de prendre des mesures d'austérité draconiennes malgré ses réticences électoralistes. Quant à la France, Fillon premier ministre a déjà prévenu que dès lundi de nouvelles mesures d'austérité allaient être annoncées dans le cadre du budget 2012. Comme dans les autres pays européens, on sait déjà qui va subir ces mesures pour surmonter la crise du capitalisme.